



HAL
open science

Désarmer pour Développer

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmer pour Développer. Les Cahiers du Témoignage Chrétien, 1987. hal-04630758

HAL Id: hal-04630758

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04630758>

Submitted on 1 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Désarmer pour Développer

Jacques Fontanel

Témoignage Chrétien

9 Février 1987

Résumé : La course aux armements s'est développée avec la rivalité entre deux systèmes politico-économiques jugés antagoniques, capitalisme et soviétisme. Dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, une réflexion a été engagée à la fois pour réduire les dépenses militaires et offrir un accord qui permettrait d'aider des pays en développement de bénéficier partiellement des sommes ainsi dégagées par les grandes puissances, partiellement libérées par leurs efforts d'armement. Un accord de désarmement doit d'abord réfléchir aux causes de la course aux armements, définir le contenu et la qualité de l'information sur des dépenses militaires, mais aussi considérer le niveau de confiance mutuelle des protagonistes. La réduction des dépenses militaires est susceptible d'améliorer le développement économique à long terme, mais à très court terme de nombreux problèmes de conversion des industries d'armement conduiront à des crises économiques sectorielles ou régionales qu'il faut prendre en compte.

Abstract: The arms race developed with the rivalry between two politico-economic systems considered antagonistic, capitalism and sovietism. Within the framework of the United Nations, a process of reflection was launched to both reduce military expenditure and offer an agreement that would enable developing countries to benefit partially from the sums released by the major powers, partially freed up by their armament efforts. A disarmament agreement must first address the causes of the arms race, define the content and quality of information on military expenditure, and also consider the level of mutual trust between the protagonists. Reducing military spending is likely to improve economic development in the long term, but in the very short term, many of the problems of converting arms industries will lead to sectoral or regional economic crises that need to be taken into account.

Mots clés : Désarmement, développement économique, recherche-développement, dépenses militaires, course aux armements.

Disarmament, economic development, research and development, military spending, arms race.

L'idée selon laquelle les dépenses militaires constituent un détournement inadmissible des ressources économiques est inscrite dans la Charte des Nations Unies. En 1950, par la résolution « la paix par les actes », l'Assemblée générale des Nations Unies considérait que « pour réaliser une paix et une sécurité durables, il est indispensable de réduire au maximum le détournement des ressources humaines en vue du bien commun, compte dûment tenu des besoins des régions insuffisamment développées du monde ». L'idée d'un désarmement pour le développement n'est donc pas nouvelle. Les dépenses militaires sont conçues comme un gaspillage, leur réduction devrait favoriser le développement économique et réduire la pauvreté.

Si l'on néglige les rapports de forces, les conflits entre les nations et les moyens financiers nécessaires au maintien de la vie collective, si l'on considère que la paix est une donnée intangible, la réduction de l'effort militaire en vue de favoriser le développement s'impose.

Cependant, le monde contemporain n'est pas caractérisé par le cosmopolitisme ; il est divisé en Etats, aux objectifs souvent contradictoires. Les dépenses militaires satisfont le besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire : si elles empêchent les conflits par la dissuasion à l'agression extérieure, elles participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police ou de justice), mais elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de la guerre, et dans ce contexte, elles sont anti-économiques, en détruisant sans contrepartie.

La sécurité des collectivités et des personnes n'est pas un don inné de la nature, bien au contraire. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien de la sécurité internationale et, dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires pourrait être envisagée, puisque le besoin de sécurité supplémentaire des deux pays n'est pas satisfait. C'est dans ce contexte que peut se réaliser une négociation sur le désarmement pour le développement, puisqu'à sécurité égale, les économies nationales sont susceptibles d'améliorer leur développement économique. Cependant, la réalisation concrète du désarmement pour le développement passe par la réponse à trois questions :

- Quels sont les obstacles au désarmement ?
- La réduction des dépenses militaires favorise-t-elle le développement économique des pays concernés ?
- Quels sont les avantages attendus d'un désarmement pour le développement ?

I. Les obstacles au désarmement

Il existe quatre obstacles importants au désarmement pour le développement : les comparaisons internationales des dépenses militaires, la diversité des conflits, la complexité des stratégies de défense et les oppositions politico-idéologiques.

D'abord, les dépenses militaires des Etats sont très mal connues. Le secret militaire, les définitions hétérogènes et les difficultés techniques des comparaisons intertemporelles et internationales limitent la qualité des informations disponibles pour la clarté de la négociation. Ainsi, les dépenses militaires officielles de l'URSS en 1985 étaient de 19 millions de roubles, soit à peu près 23 milliards de dollars. Le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) évaluait ces dépenses à 137 milliards de dollars, alors que l'USACDA (United States Arms Control and Disarmament Agency) les situaient à plus de 240 milliards de dollars en 1983. Si pour le SIPRI les Etats-Unis dépensent approximativement 20 % de plus que l'URSS pour sa défense nationale, pour l'USACDA les 20 % supplémentaires sont à mettre au profit (ou au débit) de l'URSS. Les Nations Unies ont engagé des études susceptibles d'améliorer la comparaison internationale des dépenses militaires, mais l'URSS a non seulement refusé d'y participer, elle les a condamnées, au nom de l'absence de volonté politique des Etats occidentaux de s'engager vers de véritables mesures de désarmement. Les Etats-Unis considèrent que la qualité de l'information et sa vérification constituent les préalables à toute négociation, alors que l'URSS souhaite le développement d'un climat de confiance qui rendrait caducs les problèmes d'information et de vérification des dépenses militaires.

Ensuite, Les dépenses militaires ne sont qu'une variable explicative de la puissance et de la sécurité d'un pays. La capacité de défense d'une nation dépend de sa position géographique, son intérêt stratégique, de l'étendue de ses richesses, de la solidité des alliances, de la force des adversaires potentiels, etc. Une diminution homothétique des dépenses militaires ne conduit donc pas nécessairement au maintien du statu quo des forces en présence et cette décision peut conduire à des déséquilibres dans les nouveaux rapports de forces, préjudiciables à la paix. Elle ne peut pas définir à elle seule les bases d'une négociation internationale de contrôle des armements ou du désarmement.

Les causes de la course aux armements

Enfin, un accord de désarmement doit se préoccuper des causes de la course aux armements. Les menaces à la sécurité internationale ne se réduisent pas aux stocks d'armes disponibles dans les camps ennemis. Les conflits économiques du développement sont aussi meurtriers que les conflits guerriers. La défense d'un pays n'est pas réductible à la seule sphère militaire. La question est plutôt de savoir si la guerre ou les conflits sont des phénomènes discrets ou continus.

Le monde contemporain de coexistence de deux systèmes économiques de nature antagonique semble plutôt accréditer l'idée d'un conflit continu, de la paix armée à la menace de guerre nucléaire en passant par les guerres locales ou les mesures économiques de rétorsion. L'économie apparaît souvent comme une arme (embargos, protectionnisme ou potentiel économique consacré à la puissance de la nation). En outre, si les militaires répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques ou limités par elles, ils sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense improductive et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il faudrait plutôt parler de la notion de seuil critique à partir duquel l'effort de défense militaire présent contrarie l'effort de défense de demain. Evidemment, en situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale ; en période de forte tension internationale, la sécurité à long terme n'a pas d'importance et les dépenses militaires pourront alors s'accroître jusqu'au point d'équilibre qui permet la survie de la population.

La puissance économique et militaire fournit des avantages certains à ceux qui en bénéficient, notamment dans le domaine des négociations monétaires et commerciales. L'économie contemporaine est un champ de guerre. Une réduction des dépenses militaires modifie les rapports de forces internationaux, elle peut conduire à une redistribution de la carte de la compétitivité internationale, et donc elle est susceptible de transformer certains équilibres économiques et stratégiques fragiles. Le désarmement négocié sans prolongement dans le domaine économique et social aurait un avenir très incertain, puisqu'il pourrait conduire à de nouvelles inégalités et à l'apparition des tensions propres aux périodes de mutation, créant ainsi les conditions d'un réarmement progressif.

Pas une histoire d'amour

Les Etats doivent manifester leur volonté de réduction des dépenses militaires par la négociation. Malheureusement, le climat des relations internationales n'est pas à la confiance. Si Nixon avouait que la coexistence pacifique n'était pas une histoire d'amour, les responsables des pays socialistes considèrent toujours une guerre locale contre un Etat impérialiste comme une avancée de la paix et des forces progressistes. Selon la théorie marxiste, la croissance des dépenses militaires est une nécessité du système américain, pour lutter contre les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. Dans un fameux rapport sur l'utilité des guerres, un groupe d'experts américain a affirmé que l'effort militaire, en stérilisant une partie du surplus économique et en améliorant l'unité nationale, était une condition nécessaire à la puissance et au développement économique des Etats-Unis. Inversement, les théoriciens libéraux considèrent que la course aux armements est due à la volonté hégémonique et impérialiste du communisme. Dans ces conditions, les négociations entre les Etats ne peuvent pas se dérouler sans arrière-pensées, avec pour toile de fond, l'affirmation du caractère fondamentalement antagonique des deux systèmes.

Cette dernière condition ne devrait d'ailleurs pas conduire au rejet de toute négociation sur le désarmement pour le développement. Au contraire même, puisque chaque idéologie considérant que la course aux armements profite à l'autre, son arrêt ne peut qu'affaiblir l'adversaire. Cependant, le corollaire de l'antagonisme fondamental des deux systèmes est la faible confiance accordée aux négociations et au respect des accords. Il s'agit donc bien d'un frein à la réalisation du désarmement pour le développement.

II. L'Efficacité économique de la réduction des dépenses militaires

Les économistes définissent les dépenses militaires comme des dépenses improductives, ce qui semble indubitable si l'on se situe au niveau mondial. Dans un monde sans Etats, les dépenses de défense nationale seraient inutiles, mais elles seraient probablement remplacées par des dépenses de police ou d'administration du monde. On peut donc se demander si, d'une certaine manière, les dépenses militaires ne constituent pas des dépenses incompressibles servant à la gestion des relations entre les hommes et la ou les collectivités. Cependant, l'existence des Etats rend ce type de raisonnement plus confus, étant entendu qu'une nation peut bénéficier des effets de domination que lui procure sa puissance militaire.

500.000 scientifiques mobilisés

Il y a deux théories extrêmes : l'armement pour le développement (exemple de l'Allemagne hitlérienne) et le désarmement pour le développement. Entre ces deux possibilités, de nombreuses situations concrètes sont susceptibles d'apparaître, dépendant étroitement des conditions économiques et stratégiques de chaque Etat. Pour savoir si le désarmement favorise le développement, il convient d'abord de connaître l'importance de l'effort militaire et ensuite d'en mesurer l'impact économique, au moins à court terme, pour les pays développés et pour les pays en voie de développement.

1. L'effort militaire absorbe 6 % de la richesse annuellement produite dans le monde, soit en 1986, à peu près 1 000 milliards de dollars courants, avec une efficacité des armes (« bang for a buck ») croissante. Ainsi, les dépenses nucléaires mondiales ne dépassent certainement pas 12 % des dépenses mondiales, malgré la grande peur que ces armes inspirent.

La valeur de la production industrielle militaire est estimée à plus de 250 milliards de dollars, dont moins du quart vendue à l'exportation. En 1981, les quantités d'aluminium, de cuivre, de nickel et de platine destinées à l'effort de défense étaient supérieures à celles consommées, à des fins civiles, par l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine réunies.

En 1987, plus de 50 millions de personnes sont employées directement à l'effort militaire et 40 millions d'individus exercent une activité en rapport étroit avec les nécessités de la défense nationale. Mais surtout, il

est intéressant de noter que plus de 500 000 scientifiques de haut niveau travaillent essentiellement pour le secteur militaire et que la recherche-développement (R-D) mondiale, fortement dominée par les Etats-Unis, l'URSS, la RFA, la France, le Royaume-Uni et le Japon (plus de 90 % de la R-D mondiale) est financée pour plus du quart des sommes totales investies par le secteur militaire.

En utilisant le système de l'imputation des coûts fixes, la R-D militaire représente près de 38% des dépenses mondiales totales correspondantes. Actuellement, l'Union soviétique dépense plus de la moitié de ses dépenses de R-D à des fins militaires et l'initiative défense stratégique (« guerre des étoiles ») lancée par Reagan en 1983 a fait passer les dépenses de R-D militaires de 50 à 70 % des sommes publiques dépensées à cette fin. Le Sipri a mis en évidence le fait que le produit militaire exige des coûts de recherche vingt fois plus élevés que ceux des produits civils moyens.

2. Les dépenses militaires apparaissent assez généralement comme des freins à la croissance économique des pays développés, mais leur influence n'est pas très forte à court terme. Par contre, elles ont un impact très négatif sur l'investissement, au point que l'on a pu parler à cette occasion d'un fort effet de substitution entre les dépenses militaires et l'investissement.

Dans ces conditions, l'effort d'armement remet en cause, à terme, le développement économique des pays concernés.

A part cette relation, les études empiriques ont mis l'accent sur la diversité des situations, les dépenses militaires n'ayant pas toujours les mêmes effets selon les situations économiques concrètes. Ainsi, dans une période de dépression économique, les dépenses militaires peuvent avoir des incidences positives sur le chômage, surtout si elles sont consacrées à la conscription. Cependant, les dépenses militaires ne sont pas, au moins pour le long terme, une solution au chômage, car les dépenses civiles sont généralement plus efficaces dans la lutte contre le sous-emploi. Les études monographiques tendent à mettre en évidence le rôle plutôt faiblement producteur d'emplois de la production d'armes. La bombe B1 a créé 58 000 emplois, mais cette même somme affectée à la sécurité sociale ou à l'éducation aurait créé respectivement 108 000 et de 118 000 emplois.

En France, il semble plutôt qu'une situation de sous-emploi favorise l'essor des dépenses militaires. En tant que dépenses publiques supplémentaires, l'augmentation des dépenses militaires exerce les effets d'une politique contracyclique dont l'efficacité est réduite en tant que dépenses d'armement. L'incidence des dépenses militaires sur les économies nationales dépend des conditions réelles de l'économie, de la période envisagée, de l'acceptation par la population de l'effort demandé, de la structure des dépenses, des opportunités d'investissement et du tissu industriel existant et de l'influence de cette décision sur la communauté internationale

3- Deux débats ont animés les années 80 sur la relation dépenses/productions militaires et développement économique. Le premier faisait état d'une corrélation non significative entre les dépenses militaires et la croissance économique des pays en voie de développement. Si l'effort de défense réduit le produit domestique civil, s'il conduit à un effet d'éviction de l'investissement et si la productivité des activités militaires est inférieure à celle des activités civiles, il favorise aussi la modernisation de l'économie, il forme la population aux techniques nouvelles, il renforce la discipline nécessaire au développement économique. En outre, l'aide militaire réduit les coûts de la défense et accroît l'activité économique du pays receveur.

Blocage du développement

Ces effets positifs ont été très contestés, notamment sur les questions de la dépendance des pays du tiers monde résultant de l'aide militaire et de la formation militaire susceptible de larges applications dans le secteur civil. Sauf cas exceptionnels, les programmes militaires des pays pauvres ont plutôt contribué à leur stagnation économique et surtout au blocage des potentialités réelles de développement. Il a d'ailleurs été rappelé opportunément que les facteurs socio-économiques, notamment les libertés politiques, les droits de l'homme et une répartition correcte des droits économiques des citoyens sont des caractéristiques fondamentales du développement économique, que négligeaient trop souvent les pays fortement militarisés du tiers monde.

Le second débat portait sur les potentialités des industries d'armement de favoriser l'industrialisation des pays du tiers monde. Cette thèse, basé sur la théorie de l'import-substitution, a été soutenue par l'Inde et le Brésil, notamment. Cependant, elle est fortement contestée car elle néglige la dépendance économique due à la nécessité d'importer des composants et d'exporter les matériels. L'inadaptation de la technologie militaire à la technologie civile, la dépendance technologique, la rapidité de l'innovation dans l'armement, la longueur du cycle de production et la lourdeur des investissements nécessaires, notamment.

III LES EFFETS ECONOMIQUES D'UN DESARMEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

Les études contemporaines ont en évidence le caractère faiblement négatif des dépenses militaires sur croissance mondiale, leurs effets contradictoires sur les économies nationales et l'intérêt et les dangers des transferts de ressources.

(1) Wassily Leontieff et Faye Duchin, en utilisant un modèle d'échange inter-industriels de l'économie mondiale, ont conclu qu'une réduction de 1,2 % par an des dépenses militaires de 1980 à 2000 favoriserait la croissance économique de tous les groupes de pays analysés, mais les chiffres obtenus par cette simulation économétrique sont relativement

faibles aucune croissance supplémentaire, pour les vingt ans à venir, pour les pays du tiers monde exportateurs de pétrole, 1 % pour le Japon, 1,5 % pour l'Amérique du Nord, 3 % pour l'Europe de l'Ouest, 10% pour les pays d'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique tropicale etc.).

Il ne faut donc pas attendre d'une réduction des dépenses militaires une formidable accélération mécanique du développement économique du monde. Par contre, le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique, sans altérer significativement celui des pays développés. En ce sens, un désarmement pour le développement est une procédure satisfaisante.

(2) Les études économétriques sur les économies nationales sont plus controversées et fournissent des résultats contradictoires, aussi bien pour les pays développés que pour les pays en voie de développement.

Trouver des marchés civils

S'il est vrai que l'effort de défense compromet souvent la croissance économique, en réduisant les potentialités d'investissement, en limitant les réserves de devises ou en favorisant les exportations appauvrissantes, il arrive souvent que les effets de domination qu'engendre la force militaire ou certaines formes de militarisation de l'économie produisent, au moins conjoncturellement, des effets positifs sur les économies nationales dominantes.

A court terme, la conversion des activités militaires en activités civiles peut créer des problèmes conjoncturels, sectoriels ou régionaux non négligeables. Changer une production de tanks en une production de camions est certainement possible, mais les problèmes du coût des produits et de l'existence d'un marché adéquat ne sont pas pour autant résolus. Ce n'est pas parce que l'on sait transformer une production d'avions militaires en avions civils que l'on est capable de développer simultanément un marché déjà bien engorgé. Il est probable cependant, qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations d'échange.

(3) Une procédure de désarmement pour le développement qui s'accompagnerait de mesures économiques transfert devrait bénéficier, à terme, à tous les Etats. Mais n'importe quel transfert ne favorise pas le développement économique. Notamment, une aide internationale peut avoir des effets négatifs si elle est confisquée par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs pour le pays (exportations de capitaux, biens de luxe importés, etc.). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt économique pour un pays que s'il s'investit dans une activité fortement productive.

En outre, l'aide peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays les plus pauvres.

Enfin, le transfert peut être paupérisant s'il est concentré sur des produits en concurrence directe ou indirecte avec des produits locaux.

Une réduction des dépenses militaires impérative

Le désarmement pour le développement est une cause noble, mais aussi difficile et parfois dangereuse, qui se heurte aux idéologies de l'antagonisme fondamental des systèmes, aux égoïsmes et aux politiques de puissance des Etats, à la répartition très inégale des richesses mondiales et à la fragilité actuelle de l'équilibre stratégique nucléaire mondial. L'interaction entre le militaire et l'économique est constante et on peut se demander si la relation développement pour le désarmement n'est pas aussi opportune que sa célèbre réciproque. Il est en tout cas impératif de réduire substantiellement les dépenses militaires pour résoudre les problèmes économiques et militaires qui menacent l'humanité tout entière.

Bibliographie sommaire

Benoit.E. (1978) Growth and defence in developing countries. *Economic Development and Cultural Change*. January 1978.

Cars, HC, Fontanel, J. (1987) Military expenditure comparisons, *Peace, Defence and Economic Analysis, Proceedings of a Conference International Economic Association and SIPRI*, Mac Millan.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981) *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense nationale, n° 19.

Deger, S. (1986), *Military expenditure in Third World Countries. The Economic Effects* Routledge & Kegan Paul. London, 1986

Fontanel, J. (1982), *Military expenditure and Economic Growth: France, Morocco*, report written for the United Nations, J. Fontanel, New York.

Fontanel J. (1983) *L'économie des armes*. La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1985) Introduction à l'effort économique de défense. *Ares, Défense et Sécurité*, Grenoble

Fontanel, J., Smith, R. (1985) Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*.

Fontanel & Guilhaudis (1986), Le désarmement pour le développement. *Ares, Défense et Sécurité*, Grenoble. 1986.

Leontief & Duchin (1983), *Military Spending Facts and Figures, Worldwide Implications and Future, Outlook*, Oxford University Press. 1983.

ONU (1983, 1986) *Réduction des budget militaires*, Séries d'Etudes n° 4 (New York 1981) n° 10, (New York 1983) et n° 15 (New York 1986).

SIPRI (1986) *Yearbook World Armament and Disarmament*, 1986

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research* 22(3).

USACDA (1985) *World Military Expenditures and Arms Transfers 1973-1983*. Washington, 1985.